

M. le Président: Je sais que le député désire souligner certaines choses, mais il sait qu'il ne doit pas faire de discours lorsqu'il présente des pétitions.

Le député a-t-il fini de présenter cette pétition? Très bien.

ON DEMANDE LE RÉTABLISSEMENT DE LA PLEINE INDEXATION
DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET L'ANNULATION DES
HAUSSES D'IMPÔT

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter plusieurs pétitions signées par des résidents de Winnipeg, qui sont pour la plupart des citoyens de ma circonscription, et qui estiment que la désindexation des allocations familiales ne sera pas compensée par les changements apportés au crédit d'impôt pour enfants et que les familles les plus pauvres se retrouveront, d'ici 1990, dans une situation pire qu'avant. Les pétitionnaires prient humblement la Chambre des communes de rétablir la pleine indexation des allocations familiales universelles et d'annuler les hausses d'impôt injustes.

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Monsieur le Président, j'ai trois pétitions qui portent toutes sur le même sujet. L'une d'entre elles provient de Regina et l'autre de la région de The Battlefords-Meadow Lake, en Saskatchewan. Ces 200 pétitionnaires et plus prient humblement le Parlement de maintenir la pleine indexation des allocations familiales et de supprimer toutes les augmentations d'impôts injustes prévues dans ce budget.

ON DEMANDE LE MAINTIEN D'UN BUREAU DE POSTE
AUXILIAIRE À REGINA

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): J'ai une autre pétition assez exceptionnelle puisqu'elle porte plus de 4,000 signatures réunies en un mois. Ces 4,000 pétitionnaires et plus de Regina prient humblement le Parlement d'empêcher la fermeture par Postes Canada du bureau de poste auxiliaire n° 26 dans le centre commercial Golden Mile, à Regina.

[Français]

ON DEMANDE LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS
FAMILIALES ET DU CRÉDIT D'IMPÔT-ENFANT

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa-Vanier): Monsieur le Président, j'ai plusieurs pétitions et j'aimerais les déposer, puisque c'est la dernière journée que nous allons débattre le projet de loi C-70, demandant au gouvernement de changer sa position, de modifier son opposition à la pleine indexation et de rétablir la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfant.

Ma première pétition est une pétition venant de ma circonscription d'Ottawa-Vanier. Une autre pétition venant de Saint-Henri-Westmount dans la province de Québec. Une autre pétition sur le même sujet qui nous vient de Berthier-Maskinongé-Lanaudière au Québec. Une autre pétition venant de la circonscription fédérale de Saint-Jean, une autre de la circonscription de Berthier-Maskinongé-Lanaudière au Québec. Une autre pétition venant de la circonscription fédérale de Saint-Maurice. Une autre de la circonscription fédérale de Champlain au Québec. De la ville de Toronto de la part de plusieurs commettants de cette ville qui demandent encore au gouvernement de donner la pleine indexation des allocations familiales. Une autre pétition également de Toronto. Une autre de Vancouver-Est en Colombie-Britannique. Et une autre de Kam-

loops-Shuswap en Colombie-Britannique. Et une dernière de Red Deer en Alberta.

Monsieur le Président, cela fait un total d'environ 45 à 50 pétitions dans quelques jours, je pense que c'est impressionnant.

[Traduction]

M. Derek Blackburn (Brant): Monsieur le Président, j'ai également plusieurs pétitions. La première émane de résidents de Kayuga, Burford et Brantford, en Ontario. Les pétitionnaires demandent humblement à la Chambre des communes de rétablir la pleine indexation des allocations familiales universelles et de supprimer les augmentations d'impôt injustes.

En outre, j'ai une autre pétition signée par plusieurs habitants de Cambridge, en Ontario, qui présentent la même demande à la Chambre.

J'ai également une pétition qui émane de plusieurs villes de la Colombie-Britannique et dont les signataires prient humblement la Chambre des communes de rétablir la pleine indexation du programme universel des allocations familiales et de supprimer les augmentations d'impôt injustes.

J'ai une autre pétition qui émane de divers quartiers de Toronto et rédigée dans les mêmes termes.

J'ai une autre pétition en provenance de Nouvelle-Écosse, signée par un grand nombre de résidents de diverses villes de cette province qui présentent la même demande à la Chambre.

• (1510)

Une autre pétition a été signée pour la même raison par des habitants de Cambridge, St. Catharines, Kingston, Pickering et de nombreuses autres villes de l'Ontario.

J'ai une autre pétition provenant de Milton, Listowel, Niagara Falls, Kitchener et Toronto, en Ontario, rédigée dans les mêmes termes.

Enfin, j'ai une pétition signée par les habitants de Hamilton, Port Dover, London, Toronto, Sarnia et d'autres villes de l'Ontario dont les termes sont les mêmes.

LA FERMETURE POSSIBLE DES ATELIERS DU CN À MONCTON

M. Dennis H. Cochrane (Moncton): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par des électeurs des circonscriptions fédérales de Moncton, de Westmorland-Kent et de Fundy Royal. Les pétitionnaires expriment leur inquiétude au sujet de l'évaluation que fait le CN de sa capacité d'entretien au Canada. Ils demandent au Parlement de tenir compte de leurs préoccupations et de veiller à ce que le CN ne réussisse pas à restreindre ses activités à Moncton.

ON DEMANDE LE RÉTABLISSEMENT DE LA PLEINE INDEXATION
DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET L'ANNULATION DES
HAUSSES D'IMPÔT

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter plusieurs pétitions venant de Terre-Neuve, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse. Ces pétitions sont présentées au Parlement et allèguent que la désindexation des allocations familiales et les réductions appréciables des avantages sociaux accordés au titre des enfants constituent une attaque injuste contre les femmes et les familles qui ont des enfants, notamment contre les mères seules. En outre, elles demandent au Parlement de rétablir l'indexation intégrale des allocations familiales et d'annuler les majorations injustes des impôts.